



JFR-BS/SC



## Communiqué

# QUAND LES ÉDITORIAUX DÉSINFORMENT

Après cinq journées de grève et autant de non-parutions de la presse quotidienne nationale provoquées par le gouvernement et sa réforme des retraites aussi stupide qu'injuste, les éditeurs, rattrapés par l'actualité, se rappellent que la presse d'information générale et d'opinion n'est pas une marchandise comme une autre.

Cet effort de mémoire est nouveau !

Une révélation qui n'apparaît ni dans le rapport de l'Institut Montaigne, ni dans les travaux des États généraux de la presse écrite ou autre expertise de l'IGF, où seul l'objectif de rentabilité est développé par l'unique variable d'ajustement des coûts : la masse salariale.

Oui, la presse est un vecteur essentiel à la démocratie et à la liberté !

C'est pourquoi le SGLCE — le plus important syndicat du privé de la CGT par son nombre d'adhérents, et non minoritaire comme il est écrit dans vos affligeants éditos parus dans vos quotidiens au lendemain de la journée d'action du 12 octobre — proposait aux États généraux de la presse écrite que soit constitutionnalisé le fait que « la presse d'opinion et d'information générale et son pluralisme sont des biens culturels, sociaux et politiques et reconnus d'intérêt général ».

.../...

Oui, la presse a besoin de salariés qualifiés pour la traiter, l'imprimer, la distribuer. Alors pourquoi soutenez-vous la destruction de Presstalis (ex NMPP) et la fermeture de SPPS au profit de sous-traitants type Géodis ? Ces derniers ne font aucune différence entre un pot de yaourt et les publications appelées communément *News*...

Vous condamnez nos grèves qui s'inscrivent dans le mouvement social national pour une autre réforme des retraites, parce que nous pensons que la protection sociale est un pilier de l'économie politique de notre pays. Vous voulez du corporatisme ? Alors continuez à nous traiter d'« incontrôlés » et le rapport Mettling risque d'assouvir vos souhaits de grèves à caractère professionnel.

À l'opposé de cette image que vous véhiculez de notre syndicat, nous privilégions toujours la négociation dans l'intérêt des salariés et des entreprises.

Paris, le 22 octobre 2010

NB : à l'attention de Laurent JOFFRIN, directeur du journal *Libération*, pensionnaire du club « Le Siècle », et qui visiblement ne comprend rien à rien, sachez que la Filpac est une fédération et non un syndicat et que celle-ci appelait à des journées de grève et à des manifestations, mais certainement vous le fera-t-elle savoir et exigera-t-elle un rectificatif.